

«Si on continue comme ça, l'Union européenne va éclater»

Guy Verhofstadt, «Monsieur Brexit» au Parlement européen, espère une alliance entre les partis britanniques pour éviter un Brexit dur. Son message à Londres est clair: la porte de l'Union reste ouverte. Mais que les Britanniques renoncent à partir ou reviennent plus tard, l'Europe ne peut plus continuer comme ça.

INTERVIEW

VINCENT GEORIS
ET KRIS VAN HAVER

En plein Brexit, et à quelques semaines des élections européennes, Guy Verhofstadt (ALDE, Open Vld) accorde une grande interview à L'Echo et De Tijd, après de longs mois d'abstinance.

Le président des libéraux européens, chargé de coordonner le Brexit pour le Parlement européen, est l'une des sources les mieux informées sur la sortie du Royaume-Uni de l'UE.

Le «grand bleu» nous accueille pendant une heure et demie. Habité de cette fougue qui fait de lui l'un des meilleurs tribuns du Parlement, il s'emporte, parfois se calme. Mais ne quitte jamais le cap de sa passion, bâtir une Europe. Un défi que l'ancien Premier ministre belge veut relever en joignant ses forces à celles du président français Emmanuel Macron.

Le Royaume-Uni va-t-il vers un nouveau référendum sur le Brexit?

Je ne sais pas. Le Parlement britannique vote la semaine prochaine sur une motion, sans que l'on sache quel amendement sera accepté. C'est un système assez spécifique, où le speaker (le président du Parlement, NDLR) décide quel amendement est voté. Je n'ai jamais vu ça, c'est inimaginable en Europe. De toute façon, pour nous il n'est pas question de revenir sur l'accord de sortie, ni sur le «backstop». En même temps, l'Union européenne est prête à retravailler la déclaration politique sur la relation à venir avec le Royaume-Uni. Nous sommes prêts à nous mettre d'accord sur une relation plus intense.

Une union douanière, un marché unique... Tout ça pour éviter les dégâts et faire en sorte que le «backstop» irlandais ne soit jamais utilisé, même dans le scénario le plus pessimiste. Enfin, nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour sauvegarder les droits des citoyens. Ce n'est pas aux citoyens européens de faire les frais du Brexit.

Que prévoyez-vous pour protéger les droits de citoyens?

L'Europe adoptera des règles unilatérales pour protéger les intérêts de ses citoyens, mais aussi des acteurs économiques, qu'il s'agisse des entreprises de transport, des compagnies aériennes, des pêcheurs. Une vingtaine de mesures d'urgence seront adoptées par la Commission, le Parlement et le Conseil dans les semaines à venir. Mais je reste optimiste sur le fait que les Britanniques approuveront l'accord sur le Brexit.

Les Britanniques peuvent-ils encore faire marche arrière?

La question est de savoir si une coopération va s'installer entre les deux grands partis, les travaillistes et les conservateurs. Cette situation est quand même le résultat de la politique anglaise. Ailleurs, en Belgique par exemple, une commission mixte majorité opposition se serait mise en place pour exécuter cette décision dans l'intérêt du pays. Là, on dirait que l'intérêt des partis britanniques est plus important que celui de leur pays. Cela dit, lundi dernier, Theresa May a entrouvert

la porte, pour la première fois, lors de son discours devant le Parlement britannique. Jeremy Corbyn aussi.

Pourtant, tous les signaux sont au rouge...

Non, non, je vois une évolution. Il y a une volonté de certains milieux, comme les «backbenchers» (les députés de partis situés à l'arrière-ban du Parlement, NDLR), d'avoir une approche qui dépasse celle des partis britanniques. Vont-ils réussir à avoir une majorité? Il faut attendre la semaine prochaine. Mais j'espère que oui. Car nous, du côté européen, nous sommes prêts, sans ouvrir l'accord de retrait, à aller de l'avant. Ce sont les lignes rouges du gouvernement britannique qui nous ont limités. S'ils veulent rester dans l'union douanière ou le marché unique, il n'y a pas de problème. Tout dépend d'eux. Mon analyse du vote de rejet massif de l'accord de Brexit est que la majorité britannique veut une relation plus approfondie avec l'Europe. Les Brexiters, dans le fond, ont à peine une certaine d'élus.

Le Parlement européen doit encore ratifier l'accord de retrait. Qu'en est-il?

En tant que rapporteur, je vais lancer la procédure de ratification la semaine prochaine. Nous devons voir où tout cela mène du côté britannique.

Si les Britanniques décident d'en finir avec le Brexit, sont-ils encore les bienvenus?

Les Britanniques ont tout à fait le droit de

faire un deuxième référendum et de révoquer l'article 50, comme l'a reconnu la Cour de Justice. Si cela ne se passe pas maintenant, une jeune génération viendra dans 20 ou 30 ans qui voudra retourner dans l'UE. Mais si les Britanniques reviennent, ce sera comme dans Alice au pays des merveilles, la porte ne sera pas la même pour rentrer, il faudra résoudre quelques problèmes.

Quels problèmes faudrait-il résoudre, et comment l'Europe devrait-elle évoluer?

On ne peut plus continuer éternellement avec une Union européenne qui n'est pas une Union, mais une sorte de confédération basée sur l'unanimité qui réagit toujours trop mou, trop faible et trop tard. Tout en donnant la possibilité aux Etats membres de choisir sur un menu ce qu'ils vont manger, comme dans un restaurant. Parce que c'est ça, l'Europe. C'est là que se trouve le nœud du problème, des mauvaises institutions créent de mauvais résultats. Ce sera le grand défi de l'Europe de l'avenir. Serons-nous capables de mettre en place une petite Commission européenne,

d'en finir avec les règles d'unanimité, d'avoir un vrai budget. Si on n'est pas capable de le faire, on ne pourra solutionner la crise migratoire, la prochaine crise financière. Les nationalismes et les populismes vont revenir en masse.

Le nationalisme n'est-il pas en train de l'emporter?

Je n'en suis pas sûr du tout. Il y a un sentiment pro-européen plus important que jamais depuis le Brexit. D'après les études, nous n'avons jamais eu autant de réactions positives envers l'Europe. Les gens ne veulent pas sortir de l'Union européenne. Cela ne veut pas dire que les gens ne critiquent pas l'Europe. Mais ils disent que nous ne sommes pas si fous que les Britanniques. Les gens nous disent: réformez. Nous croyons au projet européen mais il doit fonctionner. Ce n'est pas l'Europe qui est responsable des problèmes de migration et d'euro. Mais le fait qu'il n'y a aucune approche européenne de ces problèmes. Il n'y a pas de Google européen, d'Amazon, d'Alibaba, de Facebook ni de Microsoft. Parmi les 200 plus grandes entreprises de l'internet, huit sont européennes et aucune ne figure dans le top 20. Pourquoi? Parce qu'il n'existe pas de marché numérique européen, ni de régulateur européen unique. Aux Etats-Unis, il y en a un. Un seul. Non, en Europe vous avez 28 régulateurs, vous avez donc besoin de 28 autorisations et 130 accords avec les opérateurs de téléphonie mobile avant de commencer.

«Il y a un sentiment pro-européen plus important que jamais depuis le Brexit.»

Et notre faiblesse géopolitique. Savez-vous que nous dépensons trois fois plus que les Russes pour la défense européenne? Croyez-vous que nous arrêterons les Russes aux frontières? Non, mais nous dépensons trois fois plus. Tout cela parce que nous voulons faire huit fois la même chose.

Justement, les Russes et les Américains ne font-ils pas tout pour diviser l'Europe?

Oui, c'est évident, et demain ce sera les Chinois sur les normes des produits. Le monde de demain sera un monde d'empires, pas d'Etats-nations qui sont une idée du XIXe siècle. Aujourd'hui, ce sont des empires. La Chine est une civilisation. L'Inde est une grande démocratie, de 2.000 ethnies. Et nous, nous pensons en Europe que nous pouvons faire cela tout seul, et que l'Europe ne doit pas être trop grande. Avec un budget à 1% du PIB!

Si on continue comme ça, l'Union euro-

péenne va éclater, comme ce fut presque le cas avec la crise financière. L'opinion publique est là, mais s'il n'y a pas de leaders pour faire fonctionner l'Europe, ils tombent dans le populisme et le nationalisme. Les nationalistes veulent retourner dans le passé.

Vous êtes occupé à créer un nouveau parti européen avec le président Macron et La République en Marche. Mais il semble que ces derniers temps, cela se refroidisse...

Je pense qu'ils ont d'autres problèmes à gérer pour l'instant (rire). Soyons clairs, ils ont annoncé leur volonté à Madrid de travailler avec nous et d'être au cœur d'un nouveau mouvement au cours des prochaines années et dans le prochain Parlement. Nous travaillons dessus pour les semaines et les mois qui viennent. Je peux vous dire une chose, ce groupe ne s'appellera pas ALDE.

Quel sera son nom?

Je ne sais pas (rire). Nous voulons que cette nouvelle force politique soit la plus ouverte possible vers l'extérieur. Elle défendra des thèses pro-européennes, réformistes, au centre du paysage politique européen. Cela se traduira par un groupe plus large et qui sera l'alternative pour les nationalistes et les populistes au pouvoir comme Orban en Hongrie et Kaczynski en Pologne. Ce sera aussi une alternative pour les anciens partis, le PPE et les socialistes, qui ont géré l'Europe et sont en fait responsables de l'inertie et du manque de réactivité de l'Union européenne.

Vous allez tout de même nouer des alliances avec les anciens partis?

Naturellement. Nous ne pouvons aller seul au pouvoir. Mais il y a une grande différence entre deux vieux partis et un nouveau qui dit: voici la voie à suivre. Nous ne vivons pas dans un système anglais où vous contrôlez le pays avec une minorité. Plus nous sommes forts, plus de pouvoir nous aurons pour élargir la voie des possibles. Toutes les analyses vont dans la même direction. L'Europe est à un tournant.

Les libéraux vont-ils récupérer des postes européens de haut niveau? Presque tous sont aux mains du PPE...

J'espère que oui. Mais nous n'avons pas de liste d'exigences. Nous allons d'abord voir quelle est la force de notre nouveau mouvement européen réformiste.

Visez-vous la présidence de la Commission européenne?

Pas de spéculation. On verra après les élections.

Vous n'êtes plus intéressé par le poste?

J'entre dans cette élection sans ambition, c'est le meilleur mental pour gagner. Ma seule ambition, c'est de créer un grand parti politique européen.

Les libéraux vont créer une équipe pour les élections. Serez-vous dedans?

On m'a demandé se siéger dans cette équipe et j'ai répondu oui. C'est évident en tant que chef de parti.

Pourquoi l'ALDE n'a-t-elle pas de candidat à la présidence de la Commission?

Nous avons un problème avec le «spitzenkandidat», le candidat unique. Nous avons convenu avec les autres partis européens de lier la présidence de la Commission à la création de listes transnationales pour offrir aux électeurs un vrai choix démocratique. Macron arrive au pouvoir et soutient l'idée. Leo Varadkar soutient aussi l'initiative. Puis, tout à coup, le PPE a une crampe car il pourrait perdre sa première place si on passait aux listes transnationales. Je ne supporte pas ça! Les gens ont envie de choisir un candidat, et non que cela se passe en coulisse. Les libéraux vont créer une équipe qui reflète le sentiment transnational et non se regrouper autour d'un «spitzenkandidat» qui vient des cénacles du parti.

Pensez-vous que sans structure fédérale, l'Europe risque une nouvelle crise finan-

cière?

Draghi ne cesse de le répéter, la politique

doit faire son boulot et créer les structures adéquates. Ce qu'il faut faire, et dont on ne parle pas assez, ce sont les actifs sûrs basés sur l'euro, garantis par la BCE. Cela nous permettrait de mieux contrôler les crises de la zone euro et de jouer un rôle plus important vis-à-vis du dollar. Nous avons aussi besoin d'une union bancaire, d'un ministre des Finances, d'un budget de la zone euro.

Comment fédéraliser l'UE?

Je n'ai pas utilisé le mot fédéraliser (rire). Le fédéralisme n'est pas la centralisation. C'est tout le contraire. Le fédéralisme est basé sur la subsidiarité, la centralisation pas du tout. Ne décidez au niveau européen que sur des matières auxquelles vous pouvez apporter une valeur ajoutée, comme le fonctionnement du marché, le réchauffement planétaire, les migrations, les plateformes numériques.

«Ce sera ma dernière participation aux élections. J'ai 65 ans.»

Le mouvement antilibéral de Viktor Orban conquiert l'Europe de l'intérieur...

Les gens croient en l'Europe, mais pas dans la façon dont elle fonctionne aujourd'hui. Ils sont très critiques. Peut-être certains adeptes de la démocratie illibérale ont-ils raison. Et c'est ce que nous voulons faire avec notre mouvement: critiquer l'Union européenne car cela ne marche pas aujourd'hui.

Je suis un des premiers grands eurosceptiques. Mais il ne faut pas tomber dans les recettes du passé comme le veulent les populistes et les nationalistes, retourner à l'Etat-nation, aux frontières d'avant Schengen et aux formalités douanières, ce n'est pas cela qui va nous aider. Nous voyons à quel point c'est déjà négatif avec le Royaume-Uni. Le danger ne vient pas d'Orban, mais de nous. Ce n'est pas nouveau que des gens comme Orban veulent suivre une voie autoritaire. Le danger vient de notre laxisme.

Un enjeu majeur se joue aussi en Belgique. Les populistes réussiront-ils à bloquer notre pays aux prochaines élections?

Vous me posez une question sur la Belgique à laquelle j'évite toujours de répondre. Il n'y a pas beaucoup de différence entre la Belgique et l'Europe. La Belgique a toujours été le laboratoire de l'Europe. Et je ne suis pas pessimiste.

Vous pensez qu'une coalition sans la N-VA soit possible, comme un arc-en-ciel?

Je ne pense pas que ce soit bien qu'un ancien Premier ministre, qui l'a été pendant neuf ans, s'immisce comme une belle-mère dans la politique belge. Mauvaise idée. Avant, les élections européennes étaient un test national. Les sujets nationaux déterminaient la bataille. Maintenant, les élections nationales portent sur des sujets européens car c'est là que les décisions sont prises. C'est une bonne évolution.

Êtes-vous partant pour un dernier mandat, ou allez-vous vous consacrer à vos vignobles?

Ce sera ma dernière participation aux élections. J'ai 65 ans. Nous voulons porter une impulsion maintenant et nous avons le pouvoir de le faire grâce aux médias sociaux et aux milliers de personnes qui nous suivent. Nous allons affronter ceux qui veulent détruire l'Europe.

LES PHRASES CLÉS

«Je reste optimiste sur le fait que les Britanniques approuveront l'accord sur le Brexit.»

«On dirait que l'intérêt des partis britanniques est plus important que celui de leur pays.»

«Lors des élections de mai, nous allons affronter ceux qui veulent détruire l'Europe.»